



2017



TRAITÉ DE FUSION





TRAITE DE FUSION

Entre les soussignés :

Le comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES association Loi de 1901, organe déconcentré de la Fédération Française de Gymnastique et Disciplines Associées (FFG), déclarée à la Préfecture de Lyon, en date du 05/12/2000, portant le numéro SIRET 433 732 286 00037 et ayant son siège social à Vénissieux (69),

Représenté par M. Jacques VAREYON, agissant au nom, pour le compte et en qualité de Président, dûment mandaté à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du comité directeur du comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES en date du 22/03/2017,

Ci-après dénommé « **comité absorbant** »

D'une part,

ET

Le comité régional de gymnastique d'AUVERGNE, association Loi de 1901, organe déconcentré de la Fédération Française de Gymnastique et Disciplines Associées (FFG), déclarée à la Préfecture de Clermont-Ferrand, en date du 06/12/1945, portant le numéro SIRET 392 602 652 00019 et ayant son siège social à Clermont-Ferrand (63),

Représenté par M. Pascal VACANT, agissant au nom, pour le compte et en qualité de Président, dûment mandaté à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du comité directeur du comité régional de gymnastique d'Auvergne en date du 23/03/2017,

Ci-après dénommé « **comité absorbé** »

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. CARACTERISTIQUES ET OBJET DES COMITES CONTRACTANTS

1.1 Le comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES, placé sous la tutelle de la FFG mais jouissant d'une autorité administrative et financière, constitue l'unité administrative de la FFG au niveau de son territoire.

Ses statuts et règlements sont compatibles avec les statuts et règlements de la FFG et sont établis conformément aux obligations statutaires requises par la FFG.

Il ne peut prendre de décisions contraires aux statuts et aux règlements de la FFG et s'oblige à appliquer l'ensemble de ces textes qui ont valeur obligatoire pour lui, les associations affiliées sur son territoire et les membres qui en dépendent. Ses décisions ne peuvent porter atteinte à l'intérêt général de la FFG.

Il dispose d'une délégation de pouvoirs de la FFG, pour exercer sa mission en tant qu'organisme déconcentré.

Le comité est chargé d'exercer, dans son ressort territorial, les compétences qui lui sont déléguées par la FFG. A ce titre, il est responsable de la délivrance des licences, il étudie tous les problèmes ayant trait aux mutations des gymnastes non classés sur les listes des sportifs de haut niveau établies par le Ministère des Sports et organise les épreuves éliminatoires des compétitions officielles.

En outre, il est chargé de promouvoir et développer toutes les activités gymniques, d'organiser des cours et stages de cadres et de juges dans le respect de la réglementation technique fédérale et de délivrer les diplômes correspondants.

Sa durée est illimitée.

Le ressort territorial du comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES correspond, à la date du présent traité, aux départements de Ain, Isère, Loire, Savoie, Haute Savoie, Rhône, Drôme, Ardèche.

1.2 Le comité régional de gymnastique d'AUVERGNE, placé sous la tutelle de la FFG mais jouissant d'une autorité administrative et financière, constitue l'unité administrative de la FFG au niveau de son territoire.

Ses statuts et règlements sont compatibles avec les statuts et règlements de la FFG et sont établis conformément aux obligations statutaires requises par la FFG.

Il ne peut prendre de décisions contraires aux statuts et aux règlements de la FFG et s'oblige à appliquer l'ensemble de ces textes qui ont valeur obligatoire pour lui, les associations affiliées sur son territoire et les membres qui en dépendent. Ses décisions ne peuvent porter atteinte à l'intérêt général de la FFG.

Il dispose d'une délégation de pouvoirs de la FFG, pour exercer sa mission en tant qu'organisme déconcentré.

Le comité est chargé d'exercer, dans son ressort territorial, les compétences qui lui sont déléguées par la FFG. A ce titre, il est responsable de la délivrance des licences, il étudie tous les problèmes ayant trait aux mutations des gymnastes non classés sur les listes des sportifs de haut niveau établies par le Ministère des Sports et organise les épreuves éliminatoires des compétitions officielles.

En outre, il est chargé de promouvoir et développer toutes les activités gymniques, d'organiser des cours et stages de cadres et de juges dans le respect de la réglementation technique fédérale et de délivrer les diplômes correspondants.

Sa durée est illimitée.

Le ressort territorial du comité régional de gymnastique d'Auvergne correspond, à la date du présent traité, aux départements de Allier, Cantal, Haute Loire, Puy de Dôme.

CECI EXPOSE, IL A ETE DECIDE CE QUI SUIIT :

2. OBJET, MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

L'opération, objet des présentes, s'inscrit dans le cadre de la restructuration territoriale administrative française et son nouveau découpage en 13 grandes régions métropolitaines.

Eu égard à cette réforme et de la réorganisation qui s'en est suivie des services déconcentrés du Ministère chargé des sports, la Fédération Française de Gymnastique et Disciplines Associées a modifié les territoires de ses structures déconcentrées en conséquence.

Aussi, avec l'accord de la FFG, le présent traité a pour objet la fusion-absorption du comité régional de gymnastique d'Auvergne par le comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES dont les statuts seront modifiés s'agissant, notamment, sa dénomination et son ressort territorial. La nouvelle dénomination du comité absorbant sera « Comité Auvergne/Rhône-Alpes de Gymnastique » (CAURAG) et son nouveau ressort territorial correspondra à la nouvelle région administrative de Auvergne/Rhône-Alpes

Par suite, les motifs et buts de la fusion-absorption entre ces deux comités sont les suivants :

- faire coïncider la représentation déconcentrée régionale de la FFG avec le découpage administratif régional de l'État dans la nouvelle région d'Auvergne/Rhône-Alpes,
- assurer une meilleure coordination du développement de la pratique des différentes disciplines gérées par la FFG dans cette région,
- mutualiser les moyens des deux comités et permettre une gestion plus efficace de ces disciplines sportives dans la région précitée.

3. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION À DATE D'EFFET COMPTABLE DE LA FUSION

3.1. Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération

L'exercice comptable du comité absorbant comme du comité absorbé correspond à l'année civile et se termine le 31 décembre.

Pour établir les conditions de l'opération, ont été retenus :

- Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2016

Ces comptes et bilans ont servi à déterminer les éléments actifs et de passifs qui seront apportés au comité absorbant, ou pris en charge par ce dernier au titre de fusion.

3.2. Date d'effet de la fusion

De commune intention des parties, la fusion aura, d'un point de vue fiscal et comptable, un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017.

Etant donné le caractère rétroactif de la fusion, toutes les opérations actives et passives réalisées par le comité absorbé depuis le 1^{er} janvier 2017 seront ainsi réputées avoir été réalisées pour le compte du comité absorbant qui les reprendra dans ses comptes.

Le comité absorbé transmettra au comité absorbant tous les éléments composant son patrimoine dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la date de la réalisation définitive de la fusion telle que définie à l'article 11 du présent traité.

4. EVALUATION ET DESIGNATION DE L'APPORT

Le comité régional de gymnastique d'Auvergne fait apport au comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES sous les garanties de fait et de droit ordinaires en pareille matière, de tous ses éléments actifs et passifs, valeurs, droits et obligations tel que le tout existait à la date du 31/12/2016, y compris les éléments actifs et passifs résultant des opérations faites depuis le 31/12/2016, date choisie pour établir les conditions de l'opération, jusqu'à la date définitive de la fusion.

Les éléments actifs et de passifs tels qu'ils figurent dans les comptes du comité régional de gymnastique d'Auvergne, au 31/12/2016 sont les suivants :

4.1 Désignation et évaluation de l'actif apporté

L'actif apporté comprenait, à la date du 31/12/2016, à titre indicatif, et sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés évalués à leur valeur nette comptable :

- Actif immobilisé

- Immobilisations incorporelles :	Compte à terme (sept 2017)	60.000 "
	Livret A	35 000 "
- Immobilisations corporelles :	Matériel CREF	24 750 "
	Minibus	6 200 "

- Actif circulant 78 744 "

TOTAL DE L'ACTIF APORTE 204 694 €

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par le comité régional de gymnastique d'Auvergne au comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme au jour de la réalisation définitive de la fusion, sans aucune exception ni réserve.

4.2. Passif pris en charge

Le comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES prendra à sa charge et acquittera aux lieu et place du comité régional de gymnastique d'Auvergne l'intégralité du passif dudit comité et, ci-après indiqué, tel qu'il existait à la date du 31/12/2016 et tel qu'il existera au jour de la réalisation effective de la fusion.

- Dettes

<i>Dettes fiscales et sociales</i>	0	”
------------------------------------	---	---

<i>Dettes fournisseurs</i>	0	”
----------------------------	---	---

<i>Emprunts</i>	0	”
-----------------	---	---

TOTAL DU PASSIF PRIS EN CHARGE	0	0
---------------------------------------	----------	----------

4.3. Situation nette

- Actif apporté :	204 694	”
-------------------	---------	---

- Passif pris en charge :	0	”
---------------------------	---	---

Soit une SITUATION NETTE de	204 694	”
-----------------------------	---------	---

5. DECLARATIONS GENERALES

M. Pascal VACANT, Président du comité régional de gymnastique d'Auvergne déclare, au nom dudit comité que :

- Le comité absorbé est propriétaire des actifs transférés ;
- Le comité absorbé est à jour des tous impôts exigibles ;
- Le comité absorbé ne s'est jamais porté caution ou garant de quelque engagement que ce soit, autres que ceux mentionnés dans le présent acte ;
- Il n'existe aucune inscription sur aucun actif du comité ;
- Il n'existe pas d'engagement hors bilan autres que ceux mentionnés dans le présent acte dans la désignation de l'actif et du passif à transmettre ;
- Le comité absorbé n'a jamais été en état de cessation de paiement, en état de liquidation ou de redressement judiciaire.
- Le comité absorbé n'est propriétaire d'aucun immeuble
- et que, d'une façon générale, il n'existe aucune restriction d'ordre légal, ou contractuel, à la libre disposition des biens présentement apportés.

M. Jacques VAREYON Président du comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES, reconnaît avoir pris connaissance et avoir été pleinement informé de la situation tant active que passive du comité régional de gymnastique d'Auvergne depuis le 31/12/2016.

6. DECLARATION SUR LE PERSONNEL SALARIE ET LES CADRES TECHNIQUES PLACES AUPRES DU COMITE ABSORBE

L'ensemble des contrats de travail en vigueur au sein du comité régional de gymnastique d'Auvergne au jour de la réalisation effective de la fusion sera transféré en droits et obligations au comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES. Un état du personnel qui comprend 3 salariés du comité régional de gymnastique d'Auvergne est annexé au présent traité.

7. CONDITIONS DES APPORTS

7.1. Propriété et jouissance

Le comité absorbant aura la propriété et la jouissance des biens et droits apportés par le comité absorbé, y compris ceux qui auront été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité du comité absorbé, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion. L'apport pur et simple des biens et droits se fera à titre gracieux.

7.2. Charges et conditions

7.2.1. En ce qui concerne le Comité Régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES

La présente fusion par absorption est faite sous les charges et conditions de fait et de droit ordinaires en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le comité absorbant accomplira et exécutera et que les parties garantissent, à savoir :

- a) Dans le cas où se révélerait une différence entre le passif déclaré et les sommes de toute nature réclamées par les tiers, il sera tenu d'acquitter tout excédent, sans recours et, corrélativement, bénéficiera de toute réduction.
- b) Il procédera, partout où besoin sera, à toutes démarches, formalités, déclarations et publications, rendues nécessaires par l'opération de fusion et la transmission des biens relatives tant à ladite opération qu'à sa propre situation et à celle du comité absorbé.
- c) Il prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouvent à la date de la réalisation de la fusion, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

A cet égard, M. Jacques VAREYON, président du Comité Régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES, agissant en qualité de mandataire, déclare être parfaitement informé des caractéristiques du comité absorbé et reconnaît qu'il n'y a pas lieu, en conséquence, d'en faire plus ample description aux présentes.

- d) Il exécutera, à compter de la date de réalisation de la fusion, et aux lieux et places du comité absorbé, toutes les charges et obligations des baux de toute nature qui lui sont apportés avec l'autorisation des bailleurs respectifs.
- e) Il supportera et acquittera, à compter de la date de réalisation de la fusion, tous impôts et taxes, primes et cotisations d'assurance, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés, de même que ceux qui sont ou seront, inhérentes à leur exploitation.
- f) Il exécutera, à compter de la même date, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits apportés, ainsi que les assurances de toute nature s'y rapportant et sera subrogé, après respect des dispositions de l'article 1690 du code civil, dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls ;
- g) Le cas échéant, il poursuivra et reprendra à son compte toute action en justice à laquelle le comité absorbé est partie ;
- h) Il sera subrogé, après respect des dispositions de l'article 1690 du code civil, purement et simplement, dans les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles, de toute nature, qui pourraient être attachés aux créances incluses dans les apports.
- i) Il reprendra le personnel du comité absorbé, comme les dispositions des articles L. 1224-1 et s. du code du travail, lui en font obligation.
Le personnel du comité absorbé qui est, à ce jour, soumis à la même convention collective (Convention collective nationale du sport) que le personnel du comité absorbant, continuera, après la réalisation de la fusion, à bénéficier des dispositions de ladite convention collective.
- j) Il se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations et activités de la nature de celles dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toute autorisation qui pourrait, à l'avenir, être nécessaire, le tout à ses risques et périls.
- k) Il respectera et fera exécuter le calendrier sportif tel qu'établi par le comité absorbé pour la saison en cours, sauf autorisation de modification accordée par la FFG.

7.2.2. En ce qui concerne le Comité Régional de gymnastique d'Auvergne

Le présent apport-fusion est fait sous les charges et conditions de fait et de droit, ordinaires en pareille matière et notamment sous celles suivantes, que le comité régional de gymnastique d'Auvergne s'oblige à accomplir et à exécuter, à savoir :

- a) Sauf accord exprès du comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES, le comité régional de gymnastique d'Auvergne s'interdit formellement jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, d'accomplir sur les biens apportés tous actes de disposition autres que ceux relevant de la nature de son activité et concourant à la réalisation directe de son objet.

Il est interdit, de même, sous réserve de l'accord préalable du comité absorbant, de contracter tout engagement et de conférer tout droit ne constituant pas des actes de gestion quotidienne, tels que les emprunts, hypothèques, baux, acquisitions immobilières, ou autres.

- b) Au cas où la transmission de certains contrats et de certains biens, serait subordonnée à l'accord ou l'agrément d'un co-contractant, ou d'un tiers quelconque, le Comité régional de gymnastique d'Auvergne sollicitera en temps utile les accords ou les agréments nécessaires et en justifiera auprès du comité absorbant.
- c) Le comité régional de gymnastique d'Auvergne s'oblige à fournir au comité absorbant tous renseignements dont il pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer, vis-à-vis de quiconque, la transmission effective de tous les biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

8. CONTREPARTIES DE L'APPORT

Les parties garantissent que, en contrepartie de l'apport effectué par le comité absorbé au comité absorbant, ce dernier s'engage à :

- affecter l'ensemble des biens et droits apportés exclusivement à la réalisation de son objet statutaire ;
- assurer la continuité de l'objet social du comité absorbé;
- admettre comme membres, sauf manifestation contraire de volonté de leur part, tous les membres du comité absorbé jouissant de cette qualité, à quelque titre que ce soit, au dernier jour avant sa dissolution. Les membres du comité absorbé jouiront des droits identiques et supporteront les mêmes charges que les membres du comité absorbant et seront purement et simplement assimilés à ces derniers
- Tenir sa prochaine assemblée générale électorale au plus tard le **02 septembre 2017** sous réserve de l'adoption préalable des résolutions rédigées en termes identiques par les assemblées générales respectives des deux comités régionaux qui se tiendront le 29 avril 2017 pour le comité régional d'Auvergne et le 22 avril 2017 pour le comité régional Rhône-Alpes.

9. DISSOLUTION DU COMITE ABSORBE

En conséquence de la transmission universelle du patrimoine du comité régional de gymnastique d'Auvergne au comité régional de gymnastique de RHÔNE-ALPES , le comité régional de gymnastique d'Auvergne sera dissout de plein droit sans liquidation dès la levée de l'ensemble des conditions suspensives visées à l'article 11 du présent traité.

10.1 Au regard de l'impôt sur les sociétés

Le comité régional de gymnastique d'Auvergne et le comité régional de gymnastique de Rhône-Alpes sont des associations françaises non imposables à l'impôt sur les sociétés de droit commun (CGI, art.206-1) en raison du caractère non lucratif et désintéressé de leurs activités.

En conséquence, la dissolution du comité absorbé, consécutive à l'opération de fusion, n'entraîne aucune imposition à l'impôt sur les sociétés tant sur les revenus du comité absorbé que sur les plus-values éventuelles issues de la fusion.

Néanmoins, en tant que de besoin, les parties au présent acte entendent placer la présente fusion sous le bénéfice des articles 210 A à 210 C du Code général des impôts.

En conséquence, le comité absorbant s'engage dans ce cadre à :

- Reprendre au passif de son bilan les provisions du comité absorbé
- Se substituer au comité absorbé pour la réintégration des résultats et des plus-values dont l'imposition était différé chez ce dernier.
- Calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal dans les écritures du comité absorbé.
- A réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values afférentes aux immobilisations amortissables comprises dans l'apport-fusion et ce sur 2 ans.

Par ailleurs, du fait de la rétroactivité de la fusion, le comité absorbant inclura dans ses propres résultats fiscaux de l'exercice en cours les résultats fiscaux de la période intercalaire du comité absorbé.

10.2 Au regard de la TVA

Par application de l'article 261-7-1° du code général des impôts, le comité absorbé n'est pas assujéti à la TVA sur ses activités, sa gestion étant désintéressée et ses activités non lucratives. Ainsi, les biens mobiliers d'investissement acquis par lui n'ont pas donné lieu à déduction de TVA.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 261-3-1°a du code général des impôts, il n'y aura pas lieu, pour le comité absorbant de soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement qui lui sont transmis par le comité absorbé ni à procéder aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du code général des impôts.

10.3 Au regard des droits de ~~de~~enregistrement

Conformément à l'article 816-I-1° du Code général des impôts, seul le droit fixe de 375 " sera acquitté lors de la réalisation définitive de la fusion. La prise en charge du passif sera exonérée de tous autres droits et taxes.

10.4 Au regard des autres impôts

D'une façon générale, le comité absorbant s'engage expressément à se substituer aux obligations de du comité absorbé pour assurer le paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant dû par ce dernier au jour de sa dissolution.

11. REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION - CONDITIONS SUSPENSIVES ET RESOLUTOIRES

Le présent traité de fusion et la dissolution du comité absorbé qui en résulte deviendront définitifs juridiquement de manière différée, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Approbation du traité de fusion et de ses annexes par l'assemblée générale du comité absorbé qui se tiendra le **02/09/2017**.
- Approbation du traité de fusion et de ses annexes par l'assemblée générale du comité absorbant qui se tiendra le **02/09//2017**.

La fusion deviendra définitive au jour de la réalisation de l'intégralité des conditions suspensives ci-dessus stipulées.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus mentionnées, et ce au plus tard le **02/09/2017**, le traité de fusion sera de plein droit considéré comme nul et non avenue, sans qu'il n'y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

Dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, l'opération de fusion-absorption projetée ne serait pas réalisée, tous les frais, droits et honoraires des opérations qui auront été engagés seront supportés, à part égales, par les comités parties au projet.

12. FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la présente fusion et ceux de sa réalisation seront supportés par le comité absorbant.

13. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font respectivement élection de domicile à leurs sièges, tels que mentionnés en tête des présentes.

14. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés aux soussignés ou substitués à l'effet de poursuivre la réalisation définitive de la fusion, et en conséquence, de réitérer si besoin était, les apports effectués au comité absorbant, d'établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui seraient nécessaires, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine du comité absorbé et, enfin, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations.

15. ANNEXES AU TRAITE DE FUSION

Annexe 1 : statuts en vigueur du comité absorbé

Annexe 2: statuts en vigueur du comité absorbant

Annexe 3 : (dernier) Rapport d'activité du comité absorbé et du comité absorbant

Annexe 4 : Extrait de la publication au JO des déclarations à la préfecture du comité absorbé et du comité absorbant

Annexe 5 : projet de statuts modifiés du comité absorbant nouvellement dénommée Comité Auvergne/Rhône-Alpes de gymnastique (CAURAG)

Annexe 6: Comptes sur lesquels se basent la désignation et l'évaluation du patrimoine du comité absorbé : comptes arrêtés de l'exercice 2016, les comptes approuvés des exercices 2015 et 2014.

Annexe 7: Liste du personnel salarié du comité absorbé dont le contrat est en cours au jour de la fusion

Annexe 8 : Point financier intermédiaire des 2 comités au 31/05/2017

Il est précisé entre les parties que les annexes n°1 à 8 font parties intégrantes du traité de fusion et qu'elles forment dès lors un ensemble indissociable.

Le présent traité a été approuvé :

- Par le comité directeur du comité régional de gymnastique d'Auvergne dans sa séance du **22/06/2017**.
- Par le comité directeur du comité régional de gymnastique de Rhône-Alpes dans sa séance du **16/06/2017**.

Fait à Clermont-Ferrand, Le 22 juin 2017

En 5 exemplaires dont un sera envoyé au siège de la FFG

Pour le comité absorbé

M. Pascal VACANT, Président

Pour le comité absorbant

M. Jacques VAREYON, Président